



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 29/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE OUEST

6 rue Gaspard Monge
ZAC de Conneuil
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : 2025-636
Code AIOT : 0010008903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST implanté Bel air 41330 Fossé. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite au titre du PPC ainsi que suite à l'incendie survenu le 17/09/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE OUEST
- Bel air 41330 Fossé
- Code AIOT : 0010008903
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de tri / transfert de Fossé reçoit principalement des déchets non dangereux des activités économiques (DNDAE) et ménagers du département du Loir-et-Cher et de ses départements limitrophes. L'exploitant est également autorisé à broyer des déchets de bois et à stocker des DEEE et 1 tonne de batteries.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Limitation des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Moyens de surveillance et détection incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Limitation du stockage sur site et capacité de traitement	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 6.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 22/09/2025, article R 512-69	Sans objet
2	Rapport d'incident ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.9	Sans objet
3	Disposition générales rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.2.2	Sans objet
4	Production de déchets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 6.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.6	Sans objet
7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.3.1	Sans objet
8	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.2	Sans objet
9	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.2.1	Sans objet
10	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.1.1	Sans objet
11	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.2.1	Sans objet
13	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 4.1.1/4.1.2/4.1.3	Sans objet
14	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.1	Sans objet
15	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.2	Sans objet
16	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/09/2025, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incendie.
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection a été informée via l'outil SYNERGI juste avant qu'un contact téléphonique avec l'exploitant ne soit établi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche BARPI
Prescription contrôlée : Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté. La fiche BARPI a été transmise à l'inspection par courriel du 18/09/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disposition générales rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie.
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.
Constats : Pas d'écart constaté. Les eaux d'extinction incendie dont le volume est estimé à 150 m ³ étaient en cours de pompage par la société ORTEC le jour de la visite. L'exploitant a présenté deux BSDD relatifs à deux pompages de 24 et 25 m3 déjà réalisés.

Les eaux d'extinction incendie ont été dirigées vers une installation de traitement ATHALYS (76). Une analyse a été réalisée et l'exploitant est en attente des résultats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre les derniers BSDD relatifs au pompage des eaux d'extinction incendie ainsi que les résultats d'analyses des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Production de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets issus de l'incendie
Prescription contrôlée : Les déchets générés par le site sont évacués vers des filières de traitement adaptées, dans le respect de la réglementation en vigueur.
Constats : Pas d'écart constaté. Les déchets DND/DAE issus de l'incendie ont été évacués et dirigés vers l'ISDND de Villeherviers. L'exploitant a présenté les bons de pesée relatifs à l'évacuation de 70 m3 de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Limitation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.3.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets externes	
Prescription contrôlée :	
Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts :	
<ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes,• de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,• de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.• Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :• Température : < 30°C• pH : compris entre 5,5 et 8,5• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.	
Paramètre	Valeur limite applicable

pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Cyanures libres	0,1 mg/l
Matières en suspension totale (MEST)	35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l
As Cr ⁶⁺ Cr Ni Cd Hg Pb Cu Zn Sn Mn Al Fe	0,025 mg/l 0,05 mg/l 0,1 mg/l 0,2 mg/l 0,025 mg/l 0,025 mg/l 0,1 mg/l 0,15 mg/l 0,8 mg/l 0,50 mg/l 1 mg/l 5 mg/l 5 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l
Fluor et composés	15 mg/l
Phénols	0,3 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Composés organiques halogénés en AOX	1 mg/l
Somme des 5 HAP (Benzo b fluoranthène, Benzo k fluoranthène , Benzo a pyrène Benzo ghi pérylène Indéno pyrène).	0,025 mg/l

Sans préjudice du respect des valeurs qui précèdent, la qualité de ces eaux doit être telle qu'elle ne puisse perturber le milieu récepteur aval.
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des rejets aqueux n'ont pas été réalisées en 2024 ni au cours du premier semestre 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette omission était due aux mouvements importants de personnel au sein du site de Fossé.</p> <p>L'examen des résultats d'analyses du prélèvement réalisé le 24/07/2025 par la société CARSO fait apparaître un dépassement des VLE pour les paramètres DCO (254>125 mg/l) et MES (76>35 mg/l).</p> <p>L'exploitant a indiqué que le prélèvement pour analyses prévu en septembre était reporté suite à l'incendie (eaux d'extinction confinées dans le bassin de rétention des eaux pluviales en cours de pompage).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire un prélèvement pour analyses des eaux pluviales après un épisode pluvieux dès lors que le bassin aura été préalablement vidé des eaux d'extinction incendie. Les résultats d'analyses devront être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume de confinement des eaux d'extinction incendie est de 330 m³ au minimum.</p> <p>Le confinement est assuré par le bassin de collecte du site de 400 m³.</p> <p>Afin d'assurer la mise à disposition en toute circonstance d'un volume libre suffisant de 330 m³ pour la collecte des eaux d'extinction incendie dans le bassin, une ligne d'eau désignant un volume de 70 m³ sera matérialisée sur les parois du bassin.</p> <p>Le bassin est isolé du milieu naturel par l'activation d'une vanne manuelle. Sa position est matérialisée par un panneau dédié (écriture blanche sur fond rouge). Les consignes d'utilisation sont affichées à proximité de la vanne. Le bassin et la vanne doivent être directement accessibles par des cheminements surs et facile d'accès. Les positions du bassin et de la vanne doivent être reportées sur un plan schématique affichés aux entrées du site.</p> <p>En complément, le bâtiment de broyage présente un seuil de 20 cm sur une largeur de 2 m permettant de retenir un volume de 160 m³ d'eau d'extinction incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Le bassin de confinement des eaux d'extinction est en place. Lors de la visite l'inspection a pu</p>

<p>constater que la vanne était en position fermée suite à l'incendie.</p> <p>Le bassin étant encore partiellement plein, il n'a pas été possible de s'assurer que la ligne d'eau désignant un volume de 70 m³ était matérialisée sur les parois du bassin.</p> <p>A noter que le bâtiment de broyage n'est pas encore construit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection une photographie du marquage sur les parois du bassin dès qu'il aura été vidé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.</p> <p>La stratégie incendie qui prévoit un recours aux moyens de services d'incendie et de secours est approuvée. L'exploitant dispose notamment des moyens précisés ci-dessous.</p> <p>Des extincteurs et des RIA en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement. Ces équipements sont situés à proximité de dégagement, bien visibles et faciles d'accès, et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'accès au site par les services de secours est garanti en tout temps sans délai, soit par l'intermédiaire d'une présence humaine, soit par un dispositif permettant l'ouverture manuelle par les secours des portails implantés aux entrées du site (exemple : moteur débrayable muni d'un dispositif permettant aux sapeurs-pompiers d'accéder dans l'enceinte de l'établissement).</p> <p>L'ensemble du site est organisé de manière à faciliter, en toute circonstance, le contournement de chaque secteur d'activité ou de stockage par les engins de secours, et l'attaque de tout sinistre sur au minimum 2 faces.</p> <p><u>Défense en eau contre l'incendie (DECI)</u></p> <p>Le site dispose de deux réserve incendie d'un volume de 120 m³ chacune.</p> <p>La nouvelle réserve incendie implantée à l'entrée du site dispose de 2 aires de stationnement de 40 m² (4x10 m) accessibles en tout temps, via un cheminement stabilisé de 3 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur minimum, accolées au Point d'Eau Incendie (PEI) pour permettre la mise en aspiration des moyens du SDIS. Elles sont matérialisées, ont une résistance pour le stationnement de véhicules de 16 T, et sont dégagées de tout autre équipements sur le pourtour. Les deux bâches incendie sont chacune dotée de deux poteaux incendie d'aspiration accessibles en toutes circonstances, selon les règles n vigueur.</p> <p>Un panneau de signalisation est mis en place visant à diriger les services de secours vers les</p>

réserves incendie.

Un panneau de signalisation est mis en place au niveau de chaque réserve incendie afin d'indiquer la présence de la réserve, sa destination, sa capacité et son numéro de référencement DECI.

Un panneau de signalisation et une signalisation au sol visant à interdire le stationnement sur l'aire de stationnement DECI sont mis en place.

L'exploitant prend contact avec le service prévision (deci41@sdis41.fr / 02.54.51.54.19) pour valider le positionnement de la nouvelle réserve incendie implantée à l'entrée du site, puis le référencement et la réception de ce PEI

Constats :

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention de la société DESAUTEL relatif à la vérification des extincteurs, des RIA, des bacs à sable et des couvertures anti feu.

A noter que la deuxième réserve incendie n'est pas encore implantée, les travaux d'extension n'ayant pas encore commencé.

L'inspection a constaté lors de la visite du site que la réserve existante de 120 m³ était en cours de remplissage suite à l'incendie. Au vu de la hauteur de la réserve, elle était pratiquement pleine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

- 2791-1 A/3532 A
- 2713-1 E/2714-1 E
- 2716-1 E/2710-2b DC/2711-2 DC
- 1532-2-b D

Constats :

Pas d'écart constaté.

Les travaux d'extension n'ont pas encore commencé.

L'exploitant a indiqué que les travaux devraient débuter en 2026 en lien avec les travaux de la nouvelle ligne de VALCANTE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante conformément au plan de masse du dossier :</p> <p>Une base d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des locaux administratif et sociaux • une aire de lavage de camions et engins • un poste de distribution de carburant et deux cuves enterrées de 10 m³ de GNR et de 50 m³ de GO • une aire de stockage de bennes et parking VL et PL. <p>Une aire de regroupement de tri et de transfert de déchets (DAE, papiers-cartons, films plastiques, verre...) (l'emprise au sol de l'espace dédié est d'environ 1 453 m²)</p> <p>Une aire de stockage et broyage de déchets bois A et B (l'emprise au sol de l'espace dédié est d'environ 1 824 m²)</p> <p>Pour la plateforme des déchets haut PCI, un bâtiment de type semi-auvent comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une zone de stockage amont composée de deux alvéoles pour les déchets réceptionnés (DAE, TVD, DEA...) (l'emprise au sol de l'espace dédié est d'environ 1 336 m²) • une zone process, au sein de laquelle seront réalisées les opérations de broyage. • un atelier de zone de stockage des pièces • un local TGBT • un local SSI • une zone de chargement des déchets haut-PCI.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Voir PdC précédent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine et réglementation des approvisionnements en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau destinés à un usage sanitaire (100 m³) , à la station de lavage des camions (1300 m³) soit 1400 m³ maximum au total. Dans le cas de la mise en place d'un système de brumisation de l'unité de broyage des déchets de bois , la consommation d'eau maximale autorisée est augmentée de 650 m³. Ces prélèvements sont réalisés sur le réseau public d'adduction d'eau.</p>
Constats :

Pas d'écart constaté.

Au vu des factures présentées la consommation d'eau pour l'année 2024 a été de 468 m3 (eau sanitaire + lavage des camions).

Le bâtiment de broyage n'étant pas encore implanté il n'y a pas eu de mise en place d'un système de brumisation de l'unité de broyage des déchets de bois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux vannes, etc.

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1
Nature des effluents de la plate forme déchets haut PCI	Eaux pluviales des voiries.
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures.
Exutoire du rejet	Bassin d'infiltration.
Contrôle des rejets	Contrôle en sortie du séparateur d'hydrocarbures.
Milieu naturel récepteur	La cisse par infiltration.

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°2
Nature des effluents de la plate forme déchets haut PCI	Eaux pluviales de toiture.
Traitement avant rejet	Sans objet.

Exutoire du rejet	Bassin d'infiltration.
Contrôle des rejets	Sans objet.
Milieu naturel récepteur	La cisse par infiltration.

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°3
Nature des effluents du centre de tri (autres que ceux de la plate forme déchets haut PCI)	Eaux pluviales des voiries, des aires de stockages, du poste de distribution de carburant et de la piste de lavage
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures.
Exutoire du rejet	Bassin de rétention du site de 400 m ³ puis bassin de décantation de la zone industrielle à travers un réseau non communal.
Contrôle des rejets	Contrôle en sortie du séparateur d'hydrocarbures.
Milieu naturel récepteur	La cisse par infiltration.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales est fixé à 3l/s/ha.

Constats :

Pas d'écart constaté.

Les travaux d'extension n'ayant pas débuté, seul le point de rejet n°3 est existant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux du bassin de rétention des eaux. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les semestres par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement selon les normes en vigueur. En cas d'anomalie détectée sur ces paramètres, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées accompagnés des informations sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée minimum de 5 ans.
Constats : Voir PdC n° 4 précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Limitation des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 4.1.1/4.1.2/4.1.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux sonores.		
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Le site fonctionne du lundi au samedi sauf jours fériés , de 6h à 20h. Les périodes de fonctionnement des broyeurs sont organisées entre 7h et 20h. Le broyage de bois est interdit le samedi. Les apports de déchets sont répartis régulièrement sur la journée.		
PÉRIODES	JOUR (7h à 22h) sauf dimanches et jours fériés	NUIT (22h à 7h) ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée **6 mois** au maximum après la mise en service de la plate-forme HPCI puis tous les **3 ans**. La mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée pendant une campagne de broyage de bois et de déchets à haut PCI en simultané.

Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 35 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Constats :

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a présenté le rapport relatif aux mesures de bruit réalisées par l'APAVE les 02 et 03 mars 2022. Les résultats sont conformes.

A noter que la plateforme de broyage des déchets HPCI n'est pas encore implantée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu

Prescription contrôlée :

Les locaux techniques (Local poste, TGBT, SSI et atelier) en partie Nord du bâtiment sont en parois et couvertures béton REI 120).

Le mur mitoyen entre le broyeur et ces locaux techniques est REI 180 sur la hauteur de ces locaux.

A l'exception de la zone de stockage des bennes, l'ensemble des autres zones de stockage dispose de murs REI 120 :

- Alvéole 1 de stockage du bâtiment de préparation des déchets haut PCI : mur béton REI 120 en côtés ouest et nord sur une hauteur de 5 m, puis bardages métalliques, mur

<p>séparatif avec l'alvéole 2 en béton REI 120 sur une hauteur de 5 m prolongé en parpaings toute hauteur</p> <ul style="list-style-type: none"> Alvéole 2 de stockage du bâtiment de préparation des déchets haut PCI : mur séparatif avec l'alvéole 1 en béton REI 120 sur une hauteur de 5 m prolongé en parpaings toute hauteur, murs béton REI 120 en côtés nord et est sur une hauteur de 5 m, puis bardages métalliques, Zone expédition FMA : mur béton REI 120 hauteur 5 m puis bardage métallique en façade ouest Alvéoles bois brut A et B : parois béton banché REI 120 hauteur 5 m en cotés sud, ouest et nord (ouverture de l'alvéole vers l'est) Alvéoles bois broyé A et B : parois béton banché REI 120 hauteur 5 m en cotés sud, est et nord (ouverture de l'alvéole vers l'ouest) Alvéole cartons : parois béton banché REI 120 hauteur 5 m en cotés sud, est et nord (ouverture de l'alvéole vers l'ouest) Alvéole plastiques : parois béton banché REI 120 hauteur 5 m en cotés sud, est et nord (ouverture de l'alvéole vers l'ouest) Alvéole bacs et emballages : parois béton banché REI 120 hauteur 5 m en côté sud et est Parc 4 bennes : paroi béton banché REI 120 hauteur 5 m au sud
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Les dispositions exigées à l'article 5.1.1 sont respectées pour les installations existantes, les travaux d'extension n'ayant pas encore commencé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le désenfumage du bâtiment est assuré par une ouverture dans le haut du bardage, de manière à laisser circuler les fumées issues d'un incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Le bâtiment n'est pas encore construit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Organisation des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents stockages de déchets sont implantés conformément à l'étude de dangers et</p>

présentent notamment les caractéristiques suivantes :

	Surface de stockage maximale	Volume maximal	Hauteur de stockage maximale
Alvéole 1 Déchets d'Activités Économiques (DAE) + Tout Venant Déchetteries (TVD).	300 m ²	1200 m ³ .	4 mètres
Alvéole 2 DAE + TVD	166 m ²	664 m ³ .	4 mètres
Bois A brut	284 m ²	1136 m ³	4 mètres
Bois B brut	447 m ²	1788 m ³	4 mètres
Bois A broyé	152 m ²	608 m ³	4 mètres
Bois B broyé	303 m ²	1212 m ³	4 mètres
Alvéole de cartons	100 m ²	400 m ³	4 mètres
Alvéole de plastiques	85 m ²	340 m ³	4 mètres
Alvéole de verre	240 m ²	200 m ³	4 mètres

Les stockages de cartons, plastiques, bois bruts et broyés, et de la zone « bennes » sont réalisés en partie centrale de l'établissement éloigné au maximum des limites de site.

Les pôles d'activités du site sont éloignés les uns des autres d'au moins 10 mètres pour créer une zone d'isolement et garantir le cas échéant la sécurité des intervenants et des services de secours.

Constats :

Pas d'écart constaté.

Les volumes stockés sur les parties existantes le jour de la visite étaient inférieurs aux volumes maximaux autorisés.

Alvéole 1 : 100 m3 environ

Bois A brut : 150 m3 environ

Bois B brut : 800 m3 environ

Bois A broyé : 100 m3 environ

Alvéole de cartons : 0 stock

Alvéoles de plastiques : 5 bennes soit 150 m3 environ

Alvéole de verre : 30 m3 environ.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées au minimum une fois par an par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les déficiences relevées seront mentionnées spécifiquement dans un rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion (attestation Q18).

Constats :

Les installations électriques n'ont pas été vérifiées au cours de l'année 2024.

L'exploitant a indiqué que cette omission était due aux mouvements importants de personnel au sein du site de Fossé.

L'exploitant a présenté la facture de la société INEO relative à la mise en conformité des installations électriques datée du 25/08/2025.

Il a précisé que BUREAU VERITAS avait réalisé la vérification des installations électriques le 10/09/2025 et qu'il n'y avait pas de déficiences. L'exploitant est en attente du rapport et du

Q18.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection le Q18 dès qu'il sera en sa possession.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Moyens de surveillance et détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de surveillance et détection incendie
Prescription contrôlée : L'accès au site est interdit au public. Le site est clôturé sur l'ensemble de son périmètre et fermé par deux portails. En dehors des périodes ouvrées, les bureaux, locaux sociaux, l'atelier et les portails sont fermés à clé. Le bâtiment de stockage et de broyage de déchets haut-PCI est équipé des éléments de détection suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Zone Stocks Amont : les 2 alvéoles seront équipées de 2 détecteurs Triple Infra Rouge chacune permettant d'éviter toute zone non couverte. • Zone Rechargement : la zone est équipée d'1 détecteur Triple Infra Rouge permettant la détection des FMA en cours de chargement. • Zone Process : le process est équipé de 2 détecteurs Triple Infra Rouge : l'un permettant de surveiller l'intérieur de la trémie de broyage, le second permettra de contrôler le convoyeur sous la table de coupe. • Les différents locaux techniques seront équipés de détecteurs ponctuels de fumées. • Une détection incendie par caméra thermique est mise en place afin de couvrir toutes les alvéoles de stockage extérieures. Le report de l'alarme liée à la détection est assuré vers une société de surveillance ou un cadre d'astreinte ou tout autre organisation permettant de créer un organigramme facilitant le déclenchement des secours, en cas de besoin.
Constats : Une détection incendie par caméra thermique est mise en place afin de couvrir toutes les alvéoles

de stockage extérieures.

Le report de l'alarme liée à la détection est assuré vers une société de surveillance et un cadre d'astreinte.

Néanmoins suite à l'incendie, des câbles ont été endommagés au niveau de la caméra thermique située au dessus de l'alvéole concernée par l'incendie. Le système de détection incendie par caméra thermique s'en trouve ainsi défaillant, les caméras étant reliées en série selon l'exploitant. La société SES devait intervenir afin de procéder à la vérification et à la réparation du système de détection.

L'exploitant a indiqué qu'un gardiennage était mis en place en heures non-ouvrables afin de palier à la défaillance du système.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le justificatif de la remise en fonctionnement du système de détection incendie.

Dans l'attente, une surveillance doit être maintenue hors heures ouvrables afin de détecter un éventuel départ de feu dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Limitation du stockage sur site et capacité de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 6.2

Thème(s) : Risques accidentels, quantité annuelle de déchets pouvant être réceptionnée

Prescription contrôlée :

La quantité annuelle de déchets pouvant être réceptionnée sur le site est la suivante :

- 50 000 tonnes de déchets non dangereux sur la plateforme Haut-PCI
- 5 000 tonnes de bois
- 5 000 tonnes de verre
- 2 000 tonnes de papiers/cartons
- 1 000 tonnes de plastique
- 1 000 tonnes de métaux

Les quantités maximales de déchets susceptibles d'être stockés sur le site sont précisées à l'article 1.2 « liste des installations classées » et à l'article 5.1.3 « organisation des stockages » du présent arrêté.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. La nature des déchets stockés est affichée au niveau de chaque aire.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont entreposés dans des conditions permettant d'assurer leur tri, leur traitement sélectif et leur valorisation. A ce titre, l'exploitant réalise un stockage différencié des déchets d'équipements électriques et électroniques par

grandes familles (blancs, bruns, lampes, ...). Des dispositions sont prises pour que ces déchets soient entreposés avec précaution pour éviter toute détérioration ou casse. Les équipements comportant des écrans (téléviseurs, moniteurs,...) devront faire l'objet d'un soin particulier. Les équipements comportant des fluides frigorigènes sont positionnés de manière à éviter toute fuite de fluide frigorigène. L'aire de transit de DEEE est aménagée de manière à empêcher toute infiltration dans le sol.

L'origine géographique des déchets est la suivante :

- En priorité par les déchets non dangereux issus du département du Loir-et-Cher (41) ;
- Par les départements limitrophes au Loir-et-Cher, à savoir les départements du Cher, Eure et Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loiret et Sarthe.

L'exploitant n'est pas autorisé à recevoir des déchets d'activité économique le samedi.

Constats :

La quantité annuelle de déchets réceptionnés sur le site est respectée pour l'année 2024 à l'exception du bois qui a été de 6159 tonnes > 5000 tonnes autorisées.
L'exploitant a indiqué qu'il allait demander une augmentation pour ce type de déchets au travers d'un "porter" à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois